

Circulaire n° 94-69 (Environnement) du 16 août 1994 relative à la prévention des inondations provoquées par les crues torrentielles (NOR:ENVP9430332C) / non parue au JO.

Le ministre de l'environnement

à

Messieurs les préfets de département (cabinet).

La circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables vous a rappelé la nécessité d'une politique ferme en la matière. La présente circulaire a pour objet de la compléter en ce qui concerne la prévention du risque d'inondation " rapide " pour laquelle la vitesse d'apparition de l'événement nécessite une approche particulière afin de réduire la vulnérabilité des populations concernées par de tels phénomènes.

En effet, à la suite des inondations catastrophiques de l'automne 1992, qui ont touché notamment le département du Vaucluse et la ville de Vaison-la-Romaine, le ministère de l'environnement a engagé un programme de diagnostic des zones soumises à des crues torrentielles dans vingt-quatre départements du sud-est de la France.

Il convient de noter la particularité du problème des crues torrentielles en ce qui concerne les critères de référence : la circulaire du 24 janvier 1994 vous a proposé, en effet, de prendre comme critères de référence la hauteur de submersion et la

vitesse du courant pour la plus forte crue connue et, dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de fréquence centennale, de prendre en compte cette dernière. Mais dans le cas des crues torrentielles, où l'on dispose de peu de données de débit pour effectuer une statistique et qui sont particulièrement soudaines et brutales, il est nécessaire de raisonner autrement. L'importance de la crue torrentielle est fortement conditionnée par des facteurs de pluviosité et de ruissellement très localisés. Les études de diagnostic ont considéré des événements pluvieux extrêmes, sur les points les plus défavorables du terrain, et les ont couplés avec une étude morphodynamique.

Les résultats de ces études sont maintenant disponibles. Ils donnent, pour chacun des départements concernés :

- la liste des petits bassins versants sensibles à de tels phénomènes, avec les informations historiques et hydrologiques utiles ;

- des fiches techniques indiquant, par commune, les caractéristiques des cours d'eau et des ouvrages ainsi que l'hydrologie du bassin concerné, en prenant en compte trois échelons d'aléas (courant, rare et exceptionnel) ;

- une cartographie au 1/25 000 indiquant, pour les communes concernées, l'emprise des lits mineurs et des lits majeurs ainsi qu'une cartographie de synthèse au 1/100 000 par bassin versant et au 1/250 000 pour le département.

Ces études ne sont pas exhaustives, elles ont été limitées aux bassins versants incluant des zones urbanisées, ou agglomérées dont la population est supérieure à 500 habitants, à l'exclusion des bassins versants très fortement urbanisés qui nécessitent une autre approche.

Dans les départements qui ont fait l'objet du programme de diagnostic, je vous demande d'établir, en liaison avec les maires concernés, un programme de prévention du risque d'inondation rapide dans les zones dont l'étude a montré la vulnérabilité. En particulier :

1 - Vous veillerez à informer rapidement et complètement les maires concernés des résultats des études menées. Vous assurerez également une large information sur ce diagnostic dans la presse locale et vous étudierez les conditions de diffusion du rapport auprès du conseil général et du conseil régional, des chambres consulaires, des universités et de tout autre organisme qu'il vous semblera utile d'informer.

2 - Vous étendrez par arrêté l'application du décret du 11 octobre 1990 relatif à l'information de la population sur les risques à toutes les zones soumises à un risque d'inondation rapide qui ne seraient pas encore couvertes.

3 - Vous vérifierez que les terrains de camping soumis à un risque d'inondation rapide font effectivement l'objet de la procédure de définition des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation instituée par l'article L. 443-2 du code de l'urbanisme et le décret n° 94-614 du 13 juillet 1994.

4 - Dans chaque zone concernée, vous ferez vérifier et, en cas de besoin, vous complèterez les dispositions d'alerte et de secours prévues en cas d'inondation, en particulier, il conviendra de contrôler l'efficacité des procédures d'alerte là où elles sont techniquement possibles et les conditions prévues pour les évacuations lorsqu'elles sont nécessaires. Vous me rendrez compte, sous le présent timbre et au plus vite, des cas d'impossibilité manifeste d'assurer l'alerte et l'évacuation dans des délais réalistes.

5 - Vous engagerez les concertations et les procédures nécessaires à la prise en compte effective dans les documents d'urbanisme, et au regard du droit des sols, des objectifs et des principes de la politique de prévention des risques d'inondations tels qu'ils sont définis par la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994. Notamment :

a) Les secteurs apparaissant comme soumis à un risque important ou très important au vu des conclusions des études de diagnostic devront être inscrits en première priorité dans le programme de cartographie réglementaire des risques.

b) Vous prendrez les premières mesures d'interdiction dans les zones définies compte étant à haut risque dans les études de diagnostic. Les mesures de prévention devant viser en priorité la sécurité des personnes, toute construction nouvelle sera interdite dans les zones où les événements de référence pourraient mettre en cause la vie des habitants.

c) Comme la circulaire mentionnée ci-dessus l'a rappelé, il est nécessaire de préserver des zones d'expansion des crues. Dans le cas d'une crue torrentielle, les zones d'expansion des crues sont principalement constituées par des retenues naturelles créées par des étranglements des vallées et par des zones boisées. Vous veillerez à déterminer ces zones et à contrôler les aménagements.

L'élaboration de ce projet de prévention du risque d'inondation rapide et d'information des collectivités locales et du public et le suivi de sa mise en oeuvre devront dans un souci de cohérence et, d'économie des moyens, être effectués en coordination étroite avec la cellule départementale d'analyse des risques et d'information préventive (CARIP), dont la création a été demandée par la circulaire commune aux ministres de l'intérieur et de l'environnement du 13 décembre 1993.

Dans les départements qui n'ont pas fait l'objet du " programme de diagnostic des zones soumises à des crues torrentielles", puisqu'ils sont a priori moins exposés à ce type de risque, il vous appartiendra de recenser les connaissances disponibles. Le cahier des charges des études de diagnostic est à votre disposition à la direction de la prévention des pollutions et des risques.

Je vous demande de me rendre compte sous le présent timbre des actions que vous aurez engagées en 1994 au titre de la présente circulaire et de m'adresser votre programme d'actions pour 1995.

PROGRAMME " CRUES TORRENTIELLES " - SYNTHÈSE INTERMÉDIAIRE AU 1^{er} JUILLET 1994

- Nombre de communes affectées par un ou plusieurs risques d'inondation -

DÉPARTEMENT	CT	RU	CT+RU	PL+CT	PL+RU	PL+CT+RU	Total	Risque TF+F
<i>Lot</i>	5	2					7	
<i>Lozère</i>	23	9	37				69	40
<i>Hérault</i>	33	141	26	4	29		233	17
<i>Var</i>	15	12	17		4		48	
<i>Savoie</i>	15		15			2	32	12
<i>Pyrénées-Orientales</i>	58	45	44				147	16
<i>Bouches-du-Rhône</i>	18	24	7				50	
<i>Hautes-Alpes</i>	22	3	27				52	15
<i>Aude</i>	33	52	26	4		1	122	44
<i>Haute-Corse</i>	17	31	13				61	26
<i>Corse-du-Sud</i>	21	3	20				44	19
<i>Ardèche</i>	63	20	24	4	3	4	118	19
<i>Gard</i>	20	58	10		64		152	18
<i>Drôme</i>	73	28	36	5	6	1	149	10
<i>Alpes-de-Haute-Provence</i>	156	2	17	1			176	
TOTAL	582	430	319	18	107	8	1460	236

CT : crues torrentielles

RU : ruissellement urbain

PL : crue de plaine

TF (très fort) et F (fort) : ces niveaux de risques ont été appréciés en fonction de critères physiques (hauteur et vitesse probable de submersion notamment) et des enjeux locaux (population exposée, présence de campings, etc...)